

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Siège ABCDE

19 Rue Emile Maugras
54110 Rosières-Aux-Salines

Site ABCDE visité

951 Rue Reguenel
88800 Mandres-sur-Vair

Références : S-25-870RP

Code AIOT : 0006209873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au signalement par l'OFB d'un écoulement de lixiviats en provenance de la société ABCDE située à MANDRES SUR VAIR, dans le cours d'eau du Vair, n'ayant a priori pas entraîné de mortalité de poissons.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage ainsi qu'à déconditionner des déchets alimentaires et à trier des déchets de voirie et de curage sur la commune de MANDRES-SUR-VAIR :

- par l'arrêté inter-préfectoral n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 d'autorisation ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 1445/2016 du 08 juillet 2016 actualisant les rubriques de la nomenclature ICPE ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 2550/2017 du 28 décembre 2017 relatif à la mise en place d'un dé-conditionneur de biodéchets et d'une activité de tri de déchets de voirie ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 05/2021/ENV du 11 janvier 2021 modifiant le plan d'épandage.

Au titre des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE), l'installation est actuellement soumise à :

- Autorisation pour la rubrique 2780-3 de la nomenclature des installations classées (Installation de compostage de déchets non dangereux) ;
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2791-2 de la nomenclature des installations classées (Dé-conditionneur de biodéchets) ;
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2716-2 de la nomenclature des installations classées (Tri de déchets de voirie et de curage) ;
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2260-1-b de la nomenclature des installations classées (Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, tamisage des substances végétales et de tous produits organiques naturels) ;
- Déclaration pour la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées (stockage de bois, plaquettes, matériaux combustibles analogues).

Est notamment applicable au site l'arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement, objet d'un point de contrôle ci-dessous.

Contexte de l'inspection :

- Accident : Déversement de lixiviats filtrés dans le cours d'eau Le Vair.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Dispositions pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence des manquements aux prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales, industrielles et aux écoulements accidentels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La situation rencontrée sur place relative à la gestion des lixiviats et des eaux pluviales diffère du dossier de demande d'autorisation initialement déposé par l'exploitant et diffère également du porter à connaissance (PAC) déposé en septembre 2024, en cours d'instruction, et qui a fait l'objet d'une demande de complément de la part de l'inspection.</p> <p>Le dossier initial ainsi que le PAC de septembre 2024 prévoient que l'ensemble des lixiviats soit collecté dans une fosse de 600 m3 puis pompé vers le bassin des lixiviats de 3 500 m3. Aucun rejet de lixiviats n'est possiblement rejeté vers le milieu naturel.</p> <p>Or, l'inspection a constaté des modifications sur les installations en vue de filtrer les lixiviats pour les ré-utiliser dans le process de déconditionnement des biodéchets et c'est dans ce cadre que l'accident de déversement dans le cours d'eau du Vair a eu lieu.</p> <p>Les modifications des installations entreprises n'ont pas été préalablement portées à la connaissance du Préfet, ni de la DREAL.</p> <p>En l'absence de porter-à-connaissance reçu par l'administration, l'Inspection dresse donc le constat d'un défaut de porter-à-connaissance des modifications effectuées sur l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a trois mois pour déposer un porter à connaissance relatif aux modifications effectuées sur les installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 19
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols. [...]
Constats : L'inspection se rend au niveau de l'exutoire donnant sur le cours d'eau du Vair et constate un écoulement revenu claire et non odorant. 9 jours après l'accident, l'inspection ne constate plus de trace de pollution visuelle ou odorante. L'inspection fait réaliser par l'exploitant, en présence de l'inspectrice, un prélèvement dans le regard de rejet des eaux "incriminées" qui est envoyé en laboratoire pour analyse. Les résultats seront connus rapidement. Ensuite, l'inspection demande à l'exploitant de lui expliquer le déroulement de l'accident et de montrer sur le terrain les faits relatifs à cet évènement. En fait, la société ABCDE réalise des essais de filtration des lixiviats principalement issus de l'activité de compostage. Pour cela, elle a modifié ses installations en détournant une partie des lixiviats vers un tamis vibrant filtrant à 25 µm pour ensuite les diriger vers une cuve plastique de 5 m ³ puis vers une poche de 90 m ³ à l'aide d'un surpresseur. Malheureusement, le flotteur de la cuve plastique a cassé et les eaux filtrées sont parties en volume trop important vers la poche de 90 m ³ qui a débordé par son trop plein en rejetant les effluents vers le milieu naturel. L'exploitant estime que le volume déversé est de l'ordre de 100 m ³ . La nature des eaux rejetées au milieu naturel sont des eaux qui ont subi un traitement de filtration au 25µm, ce qui peut abaisser son impact sur le milieu naturel (le cours d'eau du Vair). Au regard de ce qui précède, l'inspection, tout en soulignant le caractère accidentel du rejet, constate le non-respect de la prescription relative à la prise de dispositions nécessaires à éviter tout risque de pollution accidentelle de l'eau (article 19 de l'AM du 22/04/2008 susvisé). L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir pris les mesures nécessaires pour arrêter l'écoulement le plus rapidement possible, c'est à dire, fermer la vanne d'isolement présente sur la conduite de l'exutoire. Les travaux de réparation du flotteur sont en cours et des mesures seront prises pour supprimer tout risque de récurrence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un mois, l'exploitant doit communiquer à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• les mesures prises afin de supprimer tout risque d'écoulement des matières susceptibles de polluer le milieu naturel ;• les justificatifs des travaux de réparation du flotteur ;• les mesures mises en place afin que ce type d'évènement ne se reproduise plus ;• un plan des réseaux " eaux " du site actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois